



L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste révolutionnaire



PSA
CT VELIZY

Lundi 13 décembre 2021

La guirlande des arnaqueurs

Noël approche, mais les politiciens en campagne nous préparent de drôles de cadeaux. Ils s'engueulent dans leur grande famille mais se retrouvent sur le principal.

Le grand festin des prédateurs

Valérie Pécresse a remporté la primaire des Républicains. Une femme pour se rénover, mais pour le programme, c'est le retour au XIX^e siècle. Suppression de 150 000 postes de fonctionnaires, instauration de quotas d'immigration, retraite à 65 ans. Bref, rien de discordant dans le concert anti-ouvrier des Le Pen, Zemmour, Darmanin, Macron et consorts.

Du côté de la gauche institutionnelle, sous un mince vernis d'hypocrisie, c'est une même défense de la police, un même nationalisme économique patronal, et bien peu concernant les préoccupations des classes populaires.

Oui, nous « sommes en guerre », comme dit Macron, mais en guerre sociale

Noël approche et, du côté des travailleurs, on peine à trouver de quoi faire la fête en famille. Nouvelle vague de Covid, nouveau variant faute d'avoir fourni les vaccins au monde entier. Et les pauvres toujours plus pauvres, les riches toujours plus riches. Il y a 309 000 millionnaires de plus en France malgré, ou peut-être grâce au Covid !

Première, deuxième, troisième lignes, la bourgeoisie avoue que tous les travailleurs sont essentiels. Ce qui ne l'empêche pas d'en licencier toujours plus pour surexploiter les autres. Chez Bosch à Rodez, ou à la SAM à Decazeville.

La colère couve. Les hôpitaux craquent de toute part et des soignants manifestent, excédés par l'incurie du pouvoir. La Guadeloupe et la Martinique se sont révoltées contre la misère : police, couvre-feu et lourdes condamnations pour toute réponse... La Kanaky-Nouvelle Calédonie vient de se voir imposer un référendum bidon, dans un contexte de Covid empêchant une large participation des Kanak : près de 60 % d'abstentions. Mais Macron se réjouit. Toute idée d'indépendance ou autonomie est rejetée. Le nickel, entre autres, restera sous contrôle français. C'est toujours les colonies !

Les richesses s'accumulent en Bourse. Des migrants se noient dans la Manche et la Méditerranée. On accuse les passeurs ? Mais ce sont les États européens qui érigent toujours davantage de barbelés à leurs

frontières, permettant aux passeurs de détrousser davantage en augmentant leurs tarifs.

Il faut combattre pour une autre société

Noël approche, et les grands patrons, les actionnaires et leurs valets politiciens croient se prémunir de l'incendie social en cherchant à nous diviser. Mais les immenses richesses qu'ils accumulent sont créées par les travailleurs du monde entier.

Tous ensemble, nous pourrions contester le pouvoir de cette classe d'exploiteurs, et même le confisquer, et l'exercer de façon révolutionnaire à sa place. Pour enfin bâtir une société ouverte et sans frontières, accueillant toutes les cultures, où l'on choisirait démocratiquement ce qui doit être produit, où le travail serait distribué équitablement entre tous. Où les progrès techniques n'auraient plus pour but la guerre et l'asservissement du plus grand nombre, ni comme conséquence la pollution de la nature, mais serviraient à libérer toute l'humanité de la misère et de l'oppression.

Dès aujourd'hui, nous pouvons imposer au grand patronat, par nos combats, le partage du temps de travail, l'augmentation des salaires, la fin du secret industriel et des brevets, l'ouverture des frontières aux hommes et aux femmes plutôt qu'aux seuls capitaux ! C'est ce programme de lutte pour une autre société que défend notre camarade Philippe Poutou dans sa campagne présidentielle : il est temps d'unir nos forces pour une cause qui en vaille la peine !

Contre ces États européens qui tuent et parquent les migrants dans des prisons-bidonvilles aux frontières de l'Europe : manifestons le samedi 18 décembre, en faveur de l'accueil des migrants.

NOTRE PRESSE
version papier, en ligne et
sur les réseaux sociaux :

www.convergencesrevolutionnaires.com



Convergences révolutionnaires



Cocktail explosif : H+ et chômage

Au Montage à PSA Rennes, vendredi 3 décembre, une soixantaine de salariés ont débrayé contre les H+ en semaine et les samedis travaillés, obligatoires et gratuits. À Rennes il n'y a qu'une seule équipe de production et la direction fait faire du chômage en rotation : 30 % des effectifs chôment chaque jour. Si la direction veut plus de voitures, elle n'a qu'à remonter une deuxième équipe et recruter du personnel !

Pollution des moteurs : elle est pour qui la pénalité ?

En Juillet dernier la direction avait décidé de revoir l'accord d'intéressement en précisant qu'il serait suspendu en cas d'amende pour non-respect des seuils de rejet de CO₂. Bon plan, car les menaces de pénalité planent sur le groupe Stellantis.

Avec 6 milliards rien qu'en 6 mois, PSA prendrait n'importe quel prétexte pour ne pas nous verser ce qu'elle nous doit en salaire ou prime d'intéressement.

SAM : Noël dans l'usine, pas d'accord pour crever !

Depuis mardi dernier, l'usine SAM de Viviez dans l'Aveyron est occupée par les 350 salariés menacés de perdre leur emploi. Jeudi 9, une manifestation de 2000 personnes est venue les soutenir, le mercredi 1^{er} décembre ils étaient 6000.

L'annonce de la cessation immédiate d'activité a été prononcée par le tribunal de commerce de Toulouse mais elle était en réalité dictée par le donneur d'ordre Renault qui est fermée à toute recherche de solution pour maintenir les emplois.

Depuis des années, Renault et PSA font pression sur leurs sous-traitants en les mettant en concurrence qui eux-mêmes le répercutent sur leurs salariés jusqu'à les abandonner lorsqu'ils n'en ont plus besoin. Une politique qui entraîne des milliers de destructions d'emplois et des régions entières qui en font les frais. Face aux attaques des patrons des géants de l'automobile, c'est tous ensemble salariés de Renault, de PSA et des sous-traitants qu'il va falloir se battre.

Bruno l'amer

Comme pour chaque site industriel qu'il a aidé à fermer en canalisant les mobilisations des salariés par des négociations interminables, Bruno Le Maire y est allé de son petit couplet en réclamant de Renault un "comportement exemplaire vis-à-vis des salariés (...), des reclassements, de l'accompagnement, de la formation. Ça veut dire que Renault qui a des dizaines d'autres sites de production doit accompagner chaque salarié pour qu'il retrouve un emploi et une porte de sortie qui soit digne". On se rappelle que le même Le Maire avait proposé des solutions identiques aux salariés licenciés de l'usine GMS à La Souterraine, autre sous-traitant de Renault-PSA. Aujourd'hui seuls 17 des salariés sur 154 licenciés ont retrouvé un emploi... et même pas grâce à Le Maire.

Référendum en Kanaky : pas même les apparences de la démocratie

Les habitants de Nouvelle-Calédonie étaient appelés à voter dimanche 12 décembre pour un troisième et dernier référendum d'autodétermination. En pleine pandémie, l'État français a refusé de reporter le scrutin, comme le demandaient les indépendantistes. Et il a fait venir 1 400 gendarmes, dont une centaine de membres du GIGN. Avec un fort taux d'abstention (58,4 %), le vote essentiellement des colons et des habitants de l'île d'origine française contre les Kanak et grâce à la pression des forces de l'ordre, il s'assure donc d'un « Non » à l'autodétermination sans surprise, dont Macron se félicite malhonnêtement. Les précédentes consultations avaient montré l'existence d'une dynamique en faveur du « Oui », passé de 44 à 47 %. Les populations de Kanaky, comme celles de Guadeloupe et de Martinique, reçoivent en pleine face ce mépris colonial, qui ne peut que provoquer de nouvelles mobilisations.

Salaires : les raisons de la colère

Depuis plusieurs semaines, des mobilisations ont lieu dans plusieurs entreprises pour réclamer des hausses de salaire : fin novembre, une grève à Leroy Merlin a permis aux salariés d'obtenir au minimum 65 euros par mois d'augmentation. À Auchan, à Decathlon, à Sephora, les débrayages continuent, de même dans les usines chimiques d'Arkema dans le Nord ou à Dassault Aviation à Biarritz. Partout, ce sont des centaines d'euros en plus chaque mois sur notre fiche de paye qu'il faudrait imposer. Pas de salaire en dessous de 1 700 euros net ? Voire plutôt 2 000 euros net ? Aux salariés de revendiquer ce dont ils ont besoin chaque mois pour vivre.

Contre la fermeture des frontières, pour l'accueil des migrants

« Journée internationale de solidarité avec les migrants ».

Manifestation à Paris le samedi 18 décembre.
Départ à 15 heures de la place de la Concorde vers la place de Clichy.
Venons-y nombreux.

Retrouvez les bulletins l'Étincelle sur Facebook :



NPA L'Étincelle - PSA région parisienne

